



**« Élection présidentielle :
faire le choix de l'énergie renouvelable citoyenne »**

**Compte-rendu des principales déclarations des candidats
lors de la matinée d'interpellation
Mercredi 5 avril – 9h à 11h**



Le 5 avril, onze organisations du collectif pour l'énergie citoyenne rendaient publiques [leurs propositions](#) pour renforcer la participation des citoyens et des collectivités au développement des énergies renouvelables et à la transition énergétique et les soumettaient aux représentants des candidats suivants.

- **Ronan Dantec**, Sénateur EELV de Loire-Atlantique et représentant de **Benoît Hamon**
- **Bertrand Pancher**, Député UDI de la Meuse et représentant de **François Fillon**
- **Corinne Lepage**, Présidente de CAP21 et représentante d'**Emmanuel Macron**
- **Julien Armijo**, Représentant de **Jean-Luc Mélenchon**

Ce document reprend les principales déclarations des représentants présents sur cet enjeu de l'énergie citoyenne et participative.

Pour retrouver les propositions du collectif pour l'énergie citoyenne :

- [la plaquette de présentation](#)
- [le détail des 6 propositions](#) (en bas de page)

1. L'objectif des 15 % d'énergie citoyenne dans la production d'énergie renouvelable

Les quatre représentants des candidats adhèrent ou sont sensibles à l'idée de se fixer un objectif de 15 % des énergies renouvelables entre les mains des citoyens et collectivités à l'horizon 2030. Et à partir de là, de décliner cet objectif dans les documents de programmation, au niveau national (PPE) et territorial (SRADDET, PCAET).

Julien Armijo

« Nous aimons le modèle citoyen coopératif et l'objectif de 15 % d'énergie renouvelable citoyenne nous paraît être un objectif très raisonnable par rapport aux 50 % qui pourraient être atteints d'après l'étude CE Delft ».

Ronan Dantec

« OK sur l'objectif de 15 %, je pense qu'il est raisonnable et même qu'il peut être dépassé ».

Corinne Lepage

« Il n'y a pas jusqu'à présent d'objectif d'énergie renouvelable citoyenne » « Mais les 15 % me paraissent réalistes par rapport à l'objectif des 32 % d'énergies renouvelables en 2030, mais c'est mon avis ».

Bertrand Pancher

« On a rien écrit sur l'objectif des 15 %, mais cet objectif est intéressant à prendre en compte. Il est important de se fixer des objectifs dans les documents d'urbanisme, dans les schémas régionaux, dans le cheminement sur la PPE ».

2. La participation des citoyens et des territoires à la transition énergétique

Les représentants des candidats ont été questionnés sur leur vision de l'énergie citoyenne, sur la place qu'ils entendent donner aux acteurs locaux dans le développement des énergies renouvelables et, plus largement, dans la transition énergétique.

Julien Armijo

« Les deux notions de transition énergétique et transition citoyenne sont vraiment des enjeux transverses au cœur du programme de la France insoumise ».
« Nous voulons un véritable foisonnement de coopératives ».

Corinne Lepage

« Plus on aura des citoyens qui diront 'je ne veux consommer que de l'énergie verte et en plus je veux la produire moi-même, soit directement par l'autoconsommation, soit indirectement en participant à des projets coopératifs qui me fournissent cette énergie verte' et plus ça se développera ».
« Il n'y a que les citoyens qui ont cette capacité de filière de la production jusqu'à la consommation ».

Ronan Dantec

« Benoît Hamon propose une dotation additionnelle climat pour les intercommunalités qui mettent en place leurs obligations climat ».
« Si on ne donne pas aux territoires les moyens financiers de l'animation de la transition, les projets citoyens auront beaucoup de mal à émerger » et « c'est un axe essentiel sur lequel il faut aller plus loin ».
« Il faut réfléchir à l'égalité territoriale parce que derrière les projets citoyens il y a souvent une ambition de revitalisation territoriale ».

Bertrand Pancher

« Sur la place des énergies citoyennes on a dit clairement qu'on souhaitait soutenir ce type de production mais nous ne sommes pas rentrés clairement dans les détails de la façon dont nous allions soutenir ».

« Il faudrait être fou pour ne pas parier sur le développement des énergies renouvelables et la digitalisation de la consommation. Cela démocratise et décentralise la production énergétique ».

3. Le cadre réglementaire

Les représentants des candidats ont également réagi aux propositions du collectif dans le domaine réglementaire : maintien de l'obligation d'achat, renforcement du bonus participatif, accès aux dispositifs fiscaux ISF PME et IR PME...

Corinne Lepage

« C'est au travers des contrats de territoires que l'on pourra probablement répondre de la manière la plus opérationnelle possible en collaboration avec les collectivités et les citoyens au développement des énergies renouvelables. ».

« Emmanuel Macron souhaite aller plus loin dans l'autoconsommation que ce qui figure dans la loi pour que l'autoconsommation se développe ».

« Il souhaite que le bonus pour les projets participatifs soient systématique dans les appels d'offres et ce dès le début du lancement des appels d'offres, de façon à ce qu'il y ait une certitude dès le départ pour les acteurs ».

Ronan Dantec

« Vos propositions sont à visée immédiate pour certaines d'entre elles, qui sont tout à fait compatibles avec la Loi [relative à la transition énergétique pour la croissance verte] ».

« Sur le bonus, les dispositifs ISF PME et IR PME, les garanties, on doit pouvoir regarder très vite aux niveaux réglementaires ou législatifs pour faire avancer ces mesures rapidement ».

Julien Armijo

« Sur la question du bonus participatif, nous on voit plus les choses en termes de généralisation des clauses démocratiques, écologiques et sociales dans les appels d'offres. Ces clauses permettent de donner un bonus, pas en argent mais en points pour que les projets de nature citoyenne puissent être mis en avant ».

« Nous ne sommes pas favorables aux dispositifs type IR PME et ISF PME ».

Bertrand Pancher

« Cela fera l'objet d'une discussion avec l'ensemble des organisations concernées, nous voyons bien qu'il y a des incitations fiscales, une nécessité de mettre en place une structure nationale permettant de diffuser les bonnes pratiques dans ce contexte parce que le sujet est relativement complexe ».

« Sur les appels d'offres et les tarifs d'achat, il y a une obligation européenne, et la France devait suivre des contraintes, mais il est important de tenir voire inverser le modèle dans la production locale et la coopération. Et sur cela on est prêt à travailler avec vous ».

4. Les outils d'accompagnement et financiers

Certains représentants des candidates ont également réagi aux propositions du collectif sur les moyens et outils à mettre en place pour assurer le développement de l'énergie citoyenne : outils financiers (fonds d'amorçage, d'investissement, de garantie...), dispositifs d'accompagnement et de sensibilisation...

Ronan Dantec

« Doter les territoires de moyens forts : 1 milliard sur l'animation des schémas régionaux ».
« Il faut les systèmes de garantie et des systèmes assez simples de drainage de l'épargne pour que l'argent aille facilement vers les projets ».

Julien Armijo

« Nous dans notre programme nous envisageons une restructuration assez forte du secteur bancaire, la BPI aura une licence bancaire pour emprunter auprès de la BCE à taux 0 et on augmentera la part qu'elle met dans ce type de projets ».
« On veut constituer un pôle public bancaire [...] aux services d'investissement socialement et écologiquement bénéfiques et un pôle bancaire coopératif qui pourra financer exclusivement les projets coopératifs ».

5. La place du nucléaire

Le développement des énergies renouvelables étant directement lié à la place donnée à l'énergie nucléaire, les représentants ont tenu à exprimer la position des candidats en la matière.

Ronan Dantec

« La première question c'est "est-ce qu'on sort du nucléaire et de fait comment on met la société française en cohérence pour en sortir ?" ».
« Le cap de Benoît Hamon est clair : une génération pour sortir du nucléaire ».

Julien Armijo

« Le préalable de tout c'est la sortie du nucléaire » « nous portons une sortie rapide qui assurera une reconversion et des emplois pour tout le monde » qui a cité à plusieurs reprises le scénario négaWatt.

Corinne Lepage

« Notre programme se base sur les objectifs de la loi de transition énergétique. » Un audit de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) sera mené pour connaître l'état des centrales et le coût de leur prolongation. Pour Corinne Lepage, la compétitivité croissante des énergies renouvelables face aux coûts du nucléaire, y compris le démantèlement et les déchets, aboutira à un choix en faveur des renouvelables.

Bertrand Pancher

« En matière de nucléaire nous pensons que les objectifs (de réduction à 50 % de la part du nucléaire dans la production d'électricité en 2025) ne seront pas atteints » « Nous pensons que le nucléaire va s'atténuer et que les énergies renouvelables vont se développer ».
« En matière de renouvelables, nous tiendrons nos objectifs européens qui sont les objectifs nationaux ».

6. La situation et le rôle d'EDF

Les énergies renouvelables citoyennes venant impacter le domaine de la production d'électricité, les représentants des candidats se sont prononcés sur la façon dont ils voient l'articulation avec EDF.

Julien Armijo

« Le « pôle public de l'énergie » se traduit par la « re-nationalisation d'EDF et d'Engie qui sera

articulée avec des coopératives locales et citoyennes d'énergie. ».

« Le pôle public de l'énergie gèrera les grandes fermes éoliennes et les grands barrages hydrauliques, et assurerait la péréquation tarifaire et l'équilibre du réseau. Par ailleurs, il garantirait l'accès de l'énergie à tous ».

Ronan Dantec

« Le deuxième point qui est essentiel c'est la question du système de production et en fait la place d'EDF ». « Si on va vers un système de coopérative citoyenne, un système qu'a priori on ne peut que défendre, ça nécessite une vision d'EDF et notamment de la division production / distribution »

Bertrand Pancher

« On est frappé par le bricolage industriel de certains de nos grands producteurs d'énergie comme EDF et AREVA ces 10-15 dernières années. Tout cela manquait d'un professionnalisme notamment au travers de l'explosion des coûts ».

7. La dimension européenne

Le rapport à l'Europe reste source de divergence entre certains des programmes ...

Ronan Dantec

« La dimension européenne est centrale, Benoît Hamon propose un traité européen de l'énergie et peut-être demain on aura de l'épargne citoyenne franco-allemande, pourquoi pas ! »

Julien Armijo

« Je ne crois pas que la dimension européenne de la transition énergétique soit importante, c'est plutôt à l'échelle nationale et territoriale qu'elle se joue ».